

PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE



Aménagement et adaptation du local DIRISI de la
salle opérationnelle du GMu – Quartier Bonaparte
BRIENNE LE CHATEAU (10)

P.G.C.S.P.S.

Document rédigé par :



Christopher LECHEVALIER

VIBC Ingénierie - 8, rue du Glapier - 51320 MONTEPREUX

☎ 03.26.66.43.69 - 💻 03.26.69.19.80

secretariat@vibc.fr

Opération de niveau 2	Indice	Date	Version / Modification(s)
PGCSPS Conception	000	25/06/2021	Initial AO

PRÉAMBULE

- Le ministère de la Défense pour chaque emprise cédée réalise une étude historique qui a pour objet de vérifier si le site est présumé pollué sur le plan pyrotechnique.
- En cas de présomption de pollution pyrotechnique, un diagnostic pyrotechnique est réalisé et, en fonction de l'usage futur du site, des travaux de dépollution sont réalisés.
- La réglementation applicable aux chantiers de dépollution pyrotechnique historique est une réglementation récente, mise en place en 2005.
- En cas de présomption de pollution pyrotechnique, une étude de sécurité pyrotechnique (ESP) doit être réalisée avant l'ouverture du chantier afin d'identifier toutes les possibilités d'accidents pyrotechniques.
- Cette dernière établit, dans chaque cas, la nature et la gravité des risques encourus par les travailleurs et par les tiers, les mesures à prendre pour éviter les accidents et limiter leurs conséquences tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du chantier.
- Cette étude, soumise à l'avis de l'inspecteur des poudres et explosifs (IPE), doit permettre à l'inspection du travail dans les armées (ITA) ou au directeur régional du travail (DIRRECTE) d'autoriser les opérations dans les meilleures conditions de sécurité.
- Par ailleurs, le maître d'ouvrage doit désigner un chargé de Sécurité Pyrotechnique (CSP), indépendant de l'industriel retenu, pour s'assurer que les opérations réalisées sur le chantier sont conformes aux prescriptions de l'Étude de sécurité.
- Nous vous informons du fait que cette opération sera réalisée en tenant compte des dispositions de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, issues de la loi n° 14-18 du 31 décembre 1993, et de ses décrets d'application.
- Vous devez donc tenir compte dans votre organisation des éléments d'information détaillés ci-après, tout en sachant que le P.G.C.S.P.S. pourra faire l'objet de modifications ou de compléments portés à votre connaissance en cours de chantier.
- À ce titre, nous attirons votre attention sur le fait que vous devrez vous organiser en tenant compte des modalités d'organisation issues de ce texte et notamment des deux éléments suivants :
 - **Les entreprises devront appliquer le décret 65-48 du 8 janvier 1965 modifié par le décret du 6 mai et complété par le décret du 1^{er} Septembre 2004 (Hygiène et Sécurité dans les travaux du bâtiment) consolidé par la version du Code du Travail en date du 1^{er} mai 2008.**
- Les entreprises qui ont besoin d'information concernant cette réglementation peuvent s'adresser à la Société VIBC Ingénierie chargée de la coordination sécurité du chantier.

**NOTA : En cas de discordance entre les autres pièces du marché et le présent document qui entraînerait une incidence financière,
Le Maître d'Ouvrage donnera la priorité au document qu'il jugera le plus adapté.**

ÉNONCÉ DES RISQUES PROPRES À L'OPÉRATION ET SUGGESTIONS SUR LES MOYENS À METTRE EN ŒUVRE

Cette opération va mettre en évidence une co-activité :

- Les interactions entre l'activité du site de Brienne-Le-Chateau, les usagers du site (piétons) & le flux de véhicule

Outre cette co-activité, les risques principaux concernent :

- Le risque pyrotechnique
- Chutes de plain-pied
- Le risque de maladie provoquée par le coronavirus SARS-CoV-2 (COVID-19)
- Écrasements sous les charges soulevées.
- Bruit, poussière, vibrations.
- Les travaux liés aux fouilles et excavations
- La présence possible d'amiante (enrobée, conduit fibrociment enterrés)
- Mauvaises postures de travail.
- Présence de réseaux existants.

Pour remédier à ces risques, il conviendra de privilégier les protections collectives par rapport aux protections individuelles et de respecter les consignes et procédures.
Balisage et protection des zones à risques.

Ce présent document a été établi suivant les PGP (Principes Généraux de Préventions)

Pour Rappel, la prévention des risques professionnels repose sur 9 principes généraux inscrits dans le Code du travail (article L. 4121-2).

1. Éviter les risques

- Supprimer le danger ou l'exposition à celui-ci.

2. Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités

- Apprécier leur nature et leur importance afin de déterminer les actions à mener pour assurer la sécurité et garantir la santé des travailleurs.

3. Combattre les risques à la source

- Intégrer la prévention le plus en amont possible, notamment dès la conception des lieux de travail, des équipements ou des modes opératoires.

4. Adapter le travail à l'Homme

- Concevoir les postes de travail et choisir les équipements, les méthodes de travail et de production pour limiter notamment le travail monotone, cadencé ou pénible. Par exemple, la phase d'évaluation des risques peut permettre de repérer des plans de travail d'une hauteur inadaptée pour les salariés (entraînant des contraintes importantes et des efforts inutiles). Ce plan peut être surélevé ou abaissé pour diminuer le risque d'atteintes ostéoarticulaires.

5. Tenir compte de l'évolution de la technique

- Assurer une veille pour mettre en place des moyens de prévention en phase avec les évolutions techniques et organisationnelles.

6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou par ce qui l'est moins

- Éviter l'utilisation de procédés ou de produits dangereux lorsqu'un même résultat peut être obtenu avec une méthode présentant des dangers moindres (le remplacement d'un produit cancérigène par un produit moins nocif, ou l'utilisation de peintures sans solvant, par exemple).

7. Planifier la prévention

- Intégrer dans un ensemble cohérent la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'environnement. En cas d'intervention de plusieurs entreprises sur un même lieu, organiser la prévention en commun.

8. Prendre des mesures de protection collective

- L'employeur doit donner la priorité aux mesures de protection collective. L'utilisation des équipements de protection individuelle intervient uniquement en complément des protections collectives si elles se révèlent insuffisantes.

9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs

- Donner aux salariés les informations nécessaires à l'exécution de leurs tâches dans des conditions de sécurité optimales. Il s'agit notamment de leur fournir les éléments nécessaires à la bonne compréhension des risques encourus et ainsi de les associer à la démarche de prévention. Ces principes doivent être mis en œuvre en respectant les valeurs essentielles et les bonnes pratiques de prévention. Ces principes montrent le caractère plurifactoriel (organisationnel, humain, technique...) des risques professionnels.

AMIANTE & PLOMB



Rappel des textes et procédures

Un diagnostic amiante et plomb avant travaux est inclus au DCE.

Le Document de **repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux dans un immeuble** indique la présence de ce produit.

Par conséquent, au titre :

Amiante :

- Du décret n° 2001-1316 du 27 décembre 2001 modifiant le décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante, pris en application du code du travail et du code de la consommation.
- Du décret n° 2002-839 du 3 mai 2002 modifiant le décret n° 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Du décret n° 2002-1528 du 24 décembre 2002 modifiant le décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante et le décret n° 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.
- De l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.
- De l'arrêté du 12 mars 2012 relatif aux stockages des déchets amiante.
- Du décret 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante (COFRAC - Article 4412-129 du code du travail)
- De l'arrêté du 26 juillet 2012 modifiant l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux.
- De l'arrêté du 14 Aout 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages.

- De l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.
- De l'arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant de travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant.
- De l'arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante ».
- De l'arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.
- De l'arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.
- Du Décret n° 2015-789 du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante (Abaissement de la VLEP)
- Des normes NF X 46010 & NF X 46-011 du 18 Aout 2012 Référentiel pour la certification des entreprises et d'attribution du suivi des certificats des entreprises.
- De la norme NF EN 529 Recommandations pour le choix, l'utilisation, l'entretien et la maintenance des APR

Sans oublier :

- Guide ED 6091, Travaux de retrait ou d'encapsulage de matériaux contenant de l'amiante — Guide de prévention, INRS
- Guide ED 6028, Exposition à l'amiante lors du traitement des déchets — Guide de prévention, INRS
- Guide ND 2137:2000, Le bilan aéraulique des chantiers d'amiante, INRS
- GA X 46-033, Air intérieur — Partie 7 : Stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air — Guide d'application de la norme NF EN ISO 16000-7:2007

Plomb :

- De l'article R. 4412-149 du Code du travail relatif à la une **valeur limite d'exposition professionnelle (VLEP)** réglementaire **contraignante**, à ne pas dépasser en moyenne sur 8 heures dans l'atmosphère des lieux de travail, de 0,1 mg/m³
- De l'article R. 4412-152 du Code du travail relatif aux valeurs biologiques (VLB) à ne pas dépasser sont fixées à 400 µg de plomb par litre de sang pour les hommes et à 200 µg/l de sang pour les femmes
- Des articles R. 4412-156 à R. 4412-159 du Code du travail relatif aux mesures d'hygiène mis à disposition des travailleurs par le chef d'entreprise
- De l'article R. 4412-160 du Code du travail relatif à la surveillance médicale notamment si l'exposition à une concentration de plomb dans l'air est supérieure à 0,05 mg/m³ (calculée comme une moyenne pondérée en fonction du temps sur une base de 8 heures), ou si une plombémie élevée (supérieur à 200 µg de plomb par litre de sang pour les hommes et 100 µg/l pour les femmes) est mesurée chez un travailleur

Sans oublier :

- Guide ED 909, Interventions sur les peintures contenant du plomb. Prévention des risques professionnels



Lois, Arrêtés & Circulaires



« Environnement »

- ☒ **Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976** relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (Livre V Prévention des pollutions, des risques et des nuisances – Titre I Installations classées pour la protection de l'environnement – Article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement) et son décret d'application n° 77-1133 du 21 septembre 1977
- ☒ **Circulaire du 3 décembre 1993** relative à la politique de réhabilitation et de traitement des sites et sols pollués.
- ☒ **Arrêté du 17 octobre 1994** relatif à l'informatisation de l'inventaire national des sites et sols pollués.
- ☒ **Circulaires du 4 et du 7 juin 1996** concernent les procédures administratives et juridiques applicables en matière de réhabilitation de sites pollués en cas de défaillance des responsables. Ces deux circulaires décrivent les procédures administratives préalables conduisant à l'intervention de l'ADEME et fixent les moyens administratifs et financiers pour mener à bien ses missions
- ☒ **Arrêté du 2 février 1998** relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
- ☒ **Circulaire du 11 mars 1999** relative à la réhabilitation des sites pollués en cas de défaillance des responsables.
- ☒ **Circulaire DPPR/SEI/BPSE/DE n° 99-408 du 9 juin 1999** relative aux inventaires historiques des sites industriels anciens.
- ☒ **Circulaire du 10 décembre 1999.** Elle précise les principes de fixation des objectifs de réhabilitation pour les sites et sols pollués. Elle s'appuie sur la définition et la comparaison de plusieurs scénarios de réhabilitation en termes d'impact sanitaire et de coût.
- ☒ **Loi « Risque environnement » n° 2003-699 du 30 juillet 2003** relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages. Remise en état des sites pollués et garanties financières. Il y a obligation de réaliser un « état zéro » dans le cadre des dossiers de demande d'autorisation d'exploiter une ICPE, renforcement des obligations de remise en état d'un site après exploitation et de l'obligation d'information de l'acquéreur dans le cas d'une vente.
- ☒ **Circulaire du 25 octobre 2004** sur l'application aux installations classées du plan national santé environnement.
- ☒ **Courrier n° BPSPR/2005-337/TJ du 10 novembre 2005** relatif à la problématique de découverte de sols pollués en zone urbaine dans le cadre de projets d'aménagements
- ☒ **Décret n° 2005-1170 du 13 septembre 2005**, modifiant le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, relatif aux installations classées. Remise en état des sols pollués.
- ☒ **Décret du 17 mai 2006 modifiant le décret du 13 septembre 2005** relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.
- ☒ **Loi du 30 décembre 2006** sur l'eau et les milieux aquatiques.
- ☒ **Circulaire du 21 décembre 2006** relative à la définition du « bon état » pour les eaux souterraines.
- ☒ **Circulaires du 8 février 2007** relative aux sols pollués – modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués. La refonte des textes et des outils de gestion des sites et sols pollués est entrée en vigueur en 2007 avec la mise en place de nouveaux outils de gestion (plan de gestion, interprétation de l'état des milieux, analyse des risques résiduels).
- ☒ **Loi du 12 mai 2009** de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures. L'article 114 de cette loi modifie le Code de l'environnement et notamment les modalités de remise en état des sites des installations classées soumises à déclaration en cas d'arrêt définitif. « L'exploitant place le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement et qu'il permette un usage futur comparable à la dernière période d'activité de l'installation. »

« Les déchets »

- ☒ **Loi n° 75-633 du 15 juillet 1975** relative à l'élimination des déchets (contraintes en termes de gestion des terres polluées dans le cas de terrassement) et à la récupération des matériaux modifiés (principe pollueur payeur) - Titre IV déchets - Article L.541-1 et suivants du Code de l'environnement.
- ☒ **Décret n° 2002-540 du 18 avril 2002** relatif à la classification des déchets.
- ☒ **Arrêté du 30 décembre 2002** relatif au stockage de déchets dangereux. L'admission des déchets dans ce type d'installation doit se faire consécutivement à la réalisation de tests de lixiviation normalisés, dans le respect des valeurs seuils admissibles (métaux lourds, etc.). Les déchets dangereux doivent être obligatoirement accompagnés d'un BSDD (Bordereau de suivi de déchets dangereux).
- ☒ **Arrêté du 15 mars 2006** fixant la liste du type de déchets inertes admissibles dans les installations de stockage de déchets inertes et conditions exploitation de ces installations. L'admission des déchets dans ce type d'installation doit se faire consécutivement à la réalisation de tests de lixiviation normalisés, dans le respect des valeurs seuils admissibles (métaux lourds, etc.).
- ☒ **Décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007** relatif au livre V du Code de l'environnement, abrogeant les décrets n° 2002-540 du 18 avril 2002 et n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatifs à la classification et au traitement des déchets. Installations classées (articles R.511-9 à R.515-51 du Code de l'environnement). Déchets (articles R.541-7 à R.543-224 du Code de l'environnement). Propriétés qui rendent les déchets dangereux (article R.541-8, annexe 1). Liste de déchets (article R.541-8, annexe 2).

« Risques Chimique »

- ☒ **Décret n° 2001-97 du 1er février 2001**, appelé décret CMR. Il établit les règles de prévention des risques cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction (articles R.4412-59 à R.4412-93 du Code du travail).
- ☒ **Décret n° 2003-1254 du 23 décembre 2003** relatif à la prévention du risque chimique.
- ☒ **Circulaire DRT n°12 du 24 mai 2006** relative aux règles générales de prévention du risque chimique, à la fois pour les cancérogènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction (CMR) et les agents chimiques dangereux (ACD). Prévention du risque chimique dans le Code du travail : Livre IV - Titre 1 (articles R.4412-1 à R.4412-148).

« VLEP (Valeurs limites d'exposition professionnelle) »

Articles R.4412-149 à R.4412-151 du Code du travail

- ☒ **Circulaire du 12 janvier 1995 modifiant et complétant la circulaire du 19 juillet 1982** relative aux valeurs admises pour les concentrations de certaines substances dangereuses dans l'atmosphère des lieux de travail.
- ☒ **Arrêté du 30 juin 2004** établissant la liste des valeurs limites d'exposition professionnelle indicatives.
- ☒ **Arrêté du 26 octobre 2007** modifiant l'arrêté du 30 juin 2004 établissant la liste des valeurs limites d'exposition professionnelle indicatives
- ☒ **Décret du 26 octobre 2007** fixant des valeurs limites d'exposition professionnelle contraignantes pour certains agents chimiques.
- ☒ **Arrêté du 15 décembre 2009** relatif aux contrôles techniques des valeurs limites d'exposition professionnelle sur les lieux de travail et aux conditions 'accréditation des organismes chargés des contrôles.
- ☒ **Décret du 15 décembre 2009** relatif au contrôle du risque chimique sur les lieux de travail.
- ☒ **Règlement REACH entré en vigueur le 1er juin 2007.** REACH est le règlement européen des substances chimiques. Il met en place un système unique 'enregistrement, d'évaluation et d'autorisation des substances chimiques dans l'Union européenne.
- ☒ **Directive n° 67/548/CEE du 27/06/1967** concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives relatives à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses.
- ☒ **Règlement n° 1272/2008 du 16/12/2008, ou règlement CLP** (Classification, labelling and packaging of substance and mixtures), relatif à la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances chimiques et des mélanges publiés au JO le 31 décembre 2008, entré en vigueur le 20 janvier 2009, abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006.
- ☒ **Règlement (CE) n° 790/2009 de la Commission du 10 août 2009** modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique et scientifique, le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.
- ☒ **Décret 2007-1404 du 28 septembre 2007** relatif à l'arrêt temporaire d'activité mentionné au 2 de l'article L.4731-1 du Code du travail. Il porte sur l'arrêt temporaire d'activité destiné à mettre fin à la persistance d'une situation dangereuse résultant d'une exposition à une substance chimique CMR. Six substances sont visées par ce décret (les substances CMR de catégories 1 ou 2 UE et faisant l'objet de VLEP contraignantes) : le benzène, le plomb métallique et ses composés, les poussières de bois, le chlorure de vinyle monomère, le NN-diméthylacétamide et les fibres céramiques réfractaires.

TABLE DES MATIÈRES

1	RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER	14
1.1	RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'OPÉRATION	14
1.1.1	Nom de l'opération	14
1.1.2	Adresse du chantier	14
1.1.3	Description sommaire du programme :	14
1.1.4	PGCSPS rédigé à partir des pièces suivantes	14
1.1.5	Calendrier prévisionnel général des travaux	14
1.1.6	Horaire des travaux	Erreur ! Signet non défini.
1.1.7	Maîtrise d'ouvrage	15
1.1.8	Pole Conduite d'Opération	15
1.1.9	Pole Maitrise d'Œuvre	15
1.1.10	Chargé de Sécurité Pyrotechnique	Erreur ! Signet non défini.
1.1.11	Coordonnateur de sécurité Conception / Réalisation	15
2	ORGANISMES DE PRÉVENTION	16
3	ORGANISATION DES SECOURS	17
3.1	NUMÉROS TÉLÉPHONE D'URGENCE	17
3.2	SECOURISTES DU TRAVAIL	17
3.3	MOYEN D'APPEL AUX SECOURS	18
5.1	POINT RENCONTRE	18
5.2	ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE	18
3.4	ACCIDENTS DU TRAVAIL	19
3.5	PHARMACIE & TROUSSE DE SECOURS	19
3.6	MESURES CORONAVIRUS	21
4	LISTE DES LOTS	23
5	ACCUEIL NOUVEL ARRIVANT	23
6	REFERENT COVID	24
7	SOUS-TRAITANTS	24

8	CONTRÔLE D'ACCÈS	25
a.	<u>Dispositions Générales</u>	25
b.	<u>Accueil des salariés sur le chantier</u>	25
c.	<u>Formation du personnel</u>	26
d.	<u>Conditions d'accès au site pour les livreurs</u>	26
e.	<u>Conditions d'accès des visiteurs</u>	26
f.	<u>Intervention des sous-traitants</u>	26
9	CONTROLE NOMINATIF	27
a.	<u>Dispositions Générales</u>	27
10	CIRCULATION CAMP DE BRIENNE-LE-CHATEAU	27
11	GUIDE DES MANŒUVRES	28
12	CLÔTURE CHANTIER & SIGNALISATION EXTERIEURE	29
13	LOCAUX AFFECTES AUX PERSONNELS	30
13.1	Consignes particulières liées aux installations de chantier « COVID-19 » - OPPBTP	31
14	PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER	32
15	STOCKAGE DES MATÉRIAUX	32
16	NETTOYAGE DU CHANTIER	32
17	ENGINS DE CHANTIER, ET OUTILLAGES DIVERS	33
18	BRANCHEMENT PROVISOIRE	Erreur ! Signet non défini.
a.	ÉLECTRICITÉ DE CHANTIER	Erreur ! Signet non défini.
19	TRAVAUX LIES AUX DEVOIEMENTS DE RESEAUX ET RACCORDEMENTS SUR RESEAUX EXISTANTS	34
20	MANUTENTION ET DÉCHARGEMENT	35

21	CONSIGNES NON EXHAUSTIVES DE SECURITE.....	36
22	AIPR (Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux).....	37
23	PRESENCE D'AMIANTE / HAP.....	Erreur ! Signet non défini.
24	PRESENCE D'EXPLOSIFS.....	Erreur ! Signet non défini.
25	BRUITS ET NUISANCES	38
26	SANCTION POUR NON-RESPECT DES RÈGLES DE SÉCURITÉ & PROTECTION DE LA SANTE & NON REMISE DE DOCUMENT	43
27	PLANNING TRAVAUX	43
28	INSPECTION COMMUNE	43
29	INTEMPÉRIES.....	43
30	P.P.S.P.S.....	44
31	Annexe 00.....	45
32	Annexe 01.....	Erreur ! Signet non défini.
33	Annexe 02 (Livret de sensibilisation COVID19)	Erreur ! Signet non défini.
34	Annexe 03 (Document OPPBTP – COVID-19)	Erreur ! Signet non défini.

1 RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTÉRESSANT LE CHANTIER

1.1 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'OPÉRATION

1.1.1 Nom de l'opération

Vidéosurveillance intérieure ZDHS Prérequis infra – SECPRO 310
Aménagement et adaptation du local DIRISI de la salle opérationnelle du GMu

1.1.2 Adresse du chantier

Route de Juzanvigny
Caserne Bonaparte
BRIENNE LE CHATEAU (10)

1.1.3 Description sommaire du programme :

- La présente opération consiste au durcissement du local 002 du bâtiment 0011 en vue d'accueillir une baie informatique déjà existante.
- Le local nécessite des travaux d'aménagement et d'adaptation afin de recevoir les installations techniques du réseau de la salle opérationnelle du GMu.
- Cette opération s'inscrit dans celle du bouclage du réseau de fibre optique pour la vidéosurveillance de la ZDHS du dépôt de munitions de Brienne le château.

1.1.4 PGCSPS rédigé à partir des pièces suivantes

Phase Conception

- CCTP
- Plans

1.1.5 Calendrier prévisionnel général des travaux

Début des travaux : A définir
Fin des travaux : 5 mois

1.1.6 Maîtrise d'ouvrage		
	ETAT - MINISTÈRE DES ARMÉES Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense (ESID) de Metz Pôle Conduite des Opérations de Châlons-en-Champagne 3 rue de la Charrière – CS 30353 51022 CHALONS-EN-CHAMPAGNE cedex	
1.1.7 Pole Conduite d'Opération		
	ETAT - MINISTÈRE DES ARMÉES Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense. Pôle Conduite d'Opérations de Châlons en Champagne. 3 rue de la charrière - Cs 30 353 51 022 Châlons en Champagne	Monsieur Olivier RAULET ☎ 03 26 22 28 44 ✉ olivier.raulet@intradef.gouv.fr
1.1.8 Pole Maitrise d'Œuvre		
	ETAT - MINISTÈRE DES ARMÉES Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense. Pôle Conduite d'Opérations de Châlons en Champagne. 3 rue de la charrière - Cs 30 353 51 022 Châlons en Champagne	☎ ✉
1.1.9 Coordonnateur de sécurité Conception / Réalisation		
	VIBC Ingénierie 8, Rue du Glapier 51320 MONTEPREUX	Mr. Christopher LECHEVALIER ☎ 03.26.66.43.69 ☎ 03.26.69.19.80 ✉ secretariat@vibc.fr

2 ORGANISMES DE PRÉVENTION

Ministère des armées Contrôle Général des Armées

Inspection Générale du Travail dans les Armées
60 Boulevard du Général-Martial-Valin
CS 21623 75509 PARIS Cedex 15



Téléphone (M. Jean-Luc ACHA)

09 88 68 21 90

CARSAT NORD EST

14 Rue du Ravelin, 10000 Troyes
Charles ROUGEAUX
Contrôleur de Sécurité
Mail : charles.rougeaux@carsat-nordest.fr



Téléphone

03 25 73 59 30

OPPBTP

1 rue Georges Boussinesq - 51100 REIMS



Téléphone

03 26 47 36 40

Sites d'informations

PréventionBTP
Avec l'OPPBTP, simplifiez-vous la prévention des risques.



Travailler mieux
la santé et la sécurité au travail



3 ORGANISATION DES SECOURS


3.1 NUMÉROS TÉLÉPHONE D'URGENCE

SAMU		
Téléphone	15 ou 112 sur portable	


GENDARMERIE		
Téléphone	17	

POMPIERS		
Téléphone	18 ou 112 sur portable	


3.2 SECOURISTES DU TRAVAIL

Descriptif	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> Chaque entreprise précisera dans son P.P.S.P.S le nom de ses secouristes du travail. L'entreprise titulaire imposera à son/ses sous-traitants la présence d'un secouriste du travail, qui restera présent sur le chantier pendant la durée des travaux. Les secouristes doivent être parfaitement reconnaissables sur le chantier et doivent être en mesure de fournir aux organismes de prévention leurs certificats initiaux ou leurs recyclages. Les entreprises ne seront autorisées à intervenir que si au moins un secouriste du travail est présent sur le chantier. 	<p>Respecter les obligations réglementaires.</p>  <p>Tous les 2 ans, une mise à niveau des compétences SST du salarié est nécessaire. Ce recyclage est organisé sur une durée de 7 heures, où les compétences du salarié sont de nouveau évaluées. Il permet d'actualiser et de maintenir ses compétences de SST pour une nouvelle durée de 24 mois.</p>


3.3 MOYEN D'APPEL AUX SECOURS

Descriptif	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place un téléphone accessible par tout le personnel pendant les heures travaillées (mise à disposition d'au moins un téléphone portable par équipe) Les N° à appeler en cas d'urgence & les consignes d'appel des secours seront rappelées dans tous les P.P.S.P.S. présents sur site (à la charge des EE). Une procédure sera arrêtée en concertation avec le Coordonnateur SPS et le Maître d'Ouvrage pour l'ensemble des entreprises. Les consignes seront affichées dans tous les lieux de travail et dans les locaux sociaux. 	<p>Chaque entreprise devra au minimum avoir un responsable chantier équipé d'un téléphone mobile</p> <p>Organisation des secours commune à toutes les entreprises.</p> 

5.1 POINT RENCONTRE

Descriptif	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> Le point rencontre devra être situé à proximité de la base vie et permettra l'amélioration de l'organisation des secours en cas d'accident 	

5.2 ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE

Descriptif	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> Les intervenants sur le chantier doivent pouvoir être identifiés par tout moyen (à préciser dans P.P.S.P.S) : <ul style="list-style-type: none"> Tenue vestimentaire personnalisée (ou équivalent) <p>Toute personne qui accède au chantier porte au minimum les protections individuelles suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vêtements de travail - Gilet de sécurité (être visible est impératif) - Chaussures de sécurité - Casque <p>L'entreprise qui accueille doit fournir le matériel de sécurité.</p>	<p>E.P.I de base</p> 
<p>Mesures COVID-19</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ En intérieur le port du masque (catégorie 1) est obligatoire ➤ En extérieur en cas d'impossibilité de distanciation sociale > 2m, le port du masque devient obligatoire 	



3.4 ACCIDENTS DU TRAVAIL

Descriptif	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> Les entreprises devront systématiquement informer le coordonnateur sécurité et protection de la santé de tout incident ou accident qui surviendrait sur le chantier et qui aurait eu ou aurait pu avoir des conséquences sur la sécurité et la santé des personnes. 	<p>Permettre d'éviter la production ou la reproduction d'incident ou accident pouvant avoir des conséquences sur la santé et la sécurité des personnes.</p>

3.5 PHARMACIE & TROUSSE DE SECOURS

Descriptif	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'une pharmacie pour l'ensemble du personnel de chantier avec cahier d'enregistrement. Rapprovisionnement de la pharmacie. <p><u>Exemple de composition d'une trousse de secours :</u></p> <p>Afin d'assurer la protection du SST vis-à-vis du risque biologique, la trousse peut se composer de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Gants en vinyle non stériles à usage unique, ➤ Gel hydro-alcoolique (dosette ou flacon), ➤ Masque de protection pour le bouche-à-bouche. <p><u>Matériel de soins :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Savon liquide (dosette ou flacon), ➤ Antiseptique, ➤ Compresses stériles, ➤ Pansements adhésifs sous emballage, ➤ Rouleau de sparadrap hypoallergénique, ➤ Bandes extensibles, ➤ Paire de ciseaux à bouts ronds permettant de découper les pansements et les bandages, voire les vêtements, ➤ Couverture de survie, ➤ Poches plastiques réservées aux déchets d'activité de soins. <p>De plus, des morceaux de sucre peuvent être utiles en cas de malaise.</p>	<p>Éviter les pharmacies stockées dans les véhicules ou caisses à outils.</p> 
<p><u>Mesures COVID-19</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Revoir les méthodologies de travail en prenant en compte les gestes barrières et mesures demandées par le gouvernement ➤ Compléter la liste des EPI ➤ Mettre à disposition du gel hydroalcoolique dans les installations de chantier 	



OPPBTP
La prévention BTP

En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui,
après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18**Pompiers****112****Centre d'appels secours****15****Samu**

et dites...

1 Ici chantier

À (commune ou arrondissement)
N° Rue
En face de
Téléphone

2 Précisez la nature de l'accident

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
Précisez la position du blessé et s'il y a nécessité de dégagement.
Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...

3 Signalez le nombre de blessés et leur état

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.

4 Décrivez l'intervention du secouriste

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...

5 Fixez un point de rendez-vous

et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

6 Faites répéter le message

Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste **à jour** mentionnant **leur nom** doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.



3.6 MESURES CORONAVIRUS

Descriptif



Que faire avant les premiers secours ?

Ajouter au contenu de la boîte de secours habituelle :

- de 2 à 4 masques de protections (FFP2 ou à défaut de type chirurgical II ou II R) ;
- deux paires de lunettes de protection ;
- des gants vinyles à usage unique ;
- un flacon de gel hydroalcoolique ;
- des lingettes désinfectantes, afin de nettoyer le matériel qui sera utilisé lors des gestes de premiers secours : ciseaux, pince à échardes, défibrillateur etc ;
- informer les secouristes des gestes complémentaires aux gestes de premiers secours (retrait des gants vinyles, désinfection du matériel, etc.).

Fournitures générales

- ✓ Désinfectant type eau de Javel diluée, alcool à 70°, Anios Oxy'floor ou Phagosurf ND.
- ✓ Lingettes désinfectantes type WIP'Anios
- ✓ Savon liquide ou bien gel ou solution hydroalcoolique (en complément, si disponible).
- ✓ Essuie-mains jetables.
- ✓ Poubelles à pédale et couvercle pour jeter les consommables d'hygiène après usage.
- ✓ Sacs à déchets.
- ✓ Gants usuels de travail.
- ✓ Gants jetables pour manipuler les poubelles et pour le nettoyage/ désinfection.
- ✓ En cas d'absence de point d'eau sur le lieu de travail, bidons d'eau étiquetés « eau de lavage mains ».



Descriptif

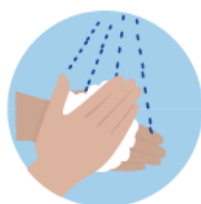


Que faire pendant les premiers secours ?

Alerter le 15

Pour le ou les secouriste(s)

- Le secouriste ne devra jamais intervenir sans masque. Il devra porter de préférence un masque de type FFP2 ou à défaut de type chirurgical II ou II R.
- Se laver/désinfecter les mains avant l'intervention.
- S'équiper du masque de protection indiqué ci-dessus, des lunettes de protection, des gants en vinyle avant de pratiquer les gestes de premiers secours.
- Les gestes de premiers secours ne changent pas pour la majeure partie des accidents, en particulier lorsque :
 - La victime saigne abondamment,
 - La victime s'étouffe,
 - La victime se plaint de malaise,
 - La victime se plaint de brûlures,
 - La victime se plaint d'une douleur empêchant certains mouvements,
 - La victime se plaint d'une plaie qui ne saigne pas abondamment,
 - La victime ne répond pas mais elle respire.
- Respecter les consignes spécifiques suivantes dans le cas où la victime ne répond pas et ne respire pas :
- En matière de réanimation cardio-respiratoire les gestes et contacts nécessaires (insufflation thoracique notamment) sont en contradiction avec les recommandations sanitaires. Il est donc impératif de réaliser le massage thoracique en priorité sans réaliser les insufflations, avant l'appel au 15 qui donnera les consignes sur des gestes complémentaires en fonction de l'analyse de la situation par les services des urgences.



Que faire après les premiers secours ?

Pour le ou les secouriste(s)

- Retirer les lunettes de protection, les gants, puis le masque en saisissant par l'arrière les élastiques du jeu de brides, sans toucher la partie avant du masque et le jeter comme les gants dans sac plastique dédié, puis refermer le sac.
- Laver les mains à l'eau et au savon ou bien avec un gel hydroalcoolique.
- Changer de vêtements.



Ressources documentaires associées

- Guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie de coronavirus C-19 du 2 avril 2020
- Fiches métiers du ministère du travail
- Protocole lavage des mains
- Comment retirer son masque et ses gants
- Conduite à tenir en cas de symptôme et selon leur gravité
- <https://www.gouvernement.fr/info-coronavirus>


4 LISTE DES LOTS

Lot	Désignation	Entreprise	
01	Titulaire (Bat 0011)	A définir	
02	Titulaire (Vidéo)	A définir	

5 ACCUEIL NOUVEL ARRIVANT

Descriptif	Objectifs et observations	
<p><u>Applicable à tous nouvel arrivant sur le chantier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Nouvel embauché (CDD, CDI), Personnel intérimaire, Travailleur affecté à un nouveau poste de travail, stagiaire. <p><u>Règles générales de sécurité</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Suivre les consignes de sécurité. Respecter le règlement intérieur de l'entreprise. Respecter les dispositifs de protection collective. Porter les équipements de protection individuelle. Signaler toute situation dangereuse au responsable du chantier présent sur site Appliquer les consignes d'utilisation des matériels et des matériaux. Respect du protocole de circulation du site Ne pas consommer de boissons alcoolisées ni de drogues. 	<div style="border: 1px solid red; padding: 10px; text-align: center;"> <p>RESPECTEZ LES CONSIGNES DE SECURITE</p> <p> Entrée interdite aux personnes non autorisées</p> <p>UTILISEZ LES EQUIPEMENTS DE PROTECTION</p> <p>  </p> <p>SOYEZ ATTENTIFS AUX RISQUES DE DANGERS</p> <p>   </p> <p>LA SECURITE EST L'AFFAIRE DE TOUS</p> </div>	
		Je ne bois pas d'alcool sur le chantier
		Je respecte les zones fumeurs
		Je ne consomme pas de stupéfiant
		Je ne mange pas à mon poste de travail ou dans d'autres lieux que les réfectoires

6 REFERENT COVID

Descriptif	Objectifs et observations
<p><u>Chaque entreprise doit disposer sur le chantier d'un référent COVID</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'objectif est de faire expliciter par les membres de l'équipe les modalités sanitaires spécifiques à respecter pour gérer les risques liés au Covid-19 ➤ Voir fiche Annexe correspondante 	

7 SOUS-TRAITANTS

Descriptif	Objectifs et observations
<p><u>L'entreprise titulaire d'un lot doit :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Transmettre au coordonnateur S.P.S. les coordonnées des sous-traitants au minimum 10 jours avant le début de l'intervention du sous-traitant. Cette information concernera les coordonnées du sous-traitant, la description des travaux qui seront confiés au sous-traitant ainsi que les délais que ce dernier a pour réaliser sa prestation. • Transmettre le P.G.C.S.P.S à leurs sous-traitants. • <u>Informers ses sous-traitants qu'ils devront :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Participer à une inspection commune avec le coordonnateur S.P.S. - Rédiger un P.P.S.P.S. après avoir participé à une inspection commune. 	<p>Respect des règles du P.G.C.S.P.S.S par tous les intervenants du chantier.</p> <p>Mettre en copie le CSPS des demandes d'agréments</p>
<p><u>Face à l'épidémie de Coronavirus (Virus COVID-19)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ L'entrepreneur devra s'assurer que son sous-traitant : <ul style="list-style-type: none"> a. À mis à jour son DUER b. A désigné un référent COVID-19 c. Assure un approvisionnement (gel, masques, gants) à ses salariés d. Assure une information à ses salariés intervenant sur le risque virus Sars-Cov2 (COVID19) e. Informe ses salariés sur l'utilisation au port du masque 	



8 CONTRÔLE D'ACCÈS

Descriptif

a. Dispositions Générales

Ces dispositions permettront de limiter et de repérer les personnes étrangères au chantier.

Des contrôles seront effectués ponctuellement par le Coordonnateur SPS et le Maître d'œuvre.

* Les intervenants sur le chantier doivent pouvoir être identifiés par tout moyen à la convenance de l'entreprise (à préciser dans P.P.S.P.S) :

- Tenue vestimentaire personnalisée, badge ou équivalent

• Toute personne sur zone qui participe au chantier porte au minimum les protections individuelles suivantes :

- Vêtement de travail
- Chaussures de sécurité
- Casque

• L'entreprise qui accueille doit fournir le matériel de sécurité.

• Tous les personnels des entreprises devront être munis d'un laissez-passer comportant une photographie et les renseignements de la carte d'identité pour les ressortissants de l'Union européenne ou du titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'Inspection du travail dans les armées (ITA).



b. Accueil des salariés sur le chantier

• Chaque entreprise est responsable de l'accueil de ses salariés.

• Chaque entreprise devra communiquer les consignes de sécurité à ses salariés.

Suite page suivante

c. Formation du personnel

- Chaque entreprise sera tenue d'organiser une formation pratique et appropriée en matière de sécurité, au bénéfice des travailleurs intervenants sur le chantier
- La formation à la sécurité a pour objet d'instruire le salarié des précautions à prendre pour assurer sa propre sécurité et celle des autres personnes occupées sur le site.
- À partir des risques auxquels il est exposé et des risques qu'il peut générer, les informations, enseignements et instructions sont donnés au salarié dans les conditions fixées aux articles ci-après.
- Le salarié est informé :
 - Des risques spécifiques aux travaux avec interférences du site de Brienne-le-Chateau
 - Des règles de stationnement des véhicules
 - Des chemins d'accès aux postes de travail
 - Des issues et dégagements de secours
 - Des instructions de dégagements de secours
 - Des instructions d'évacuation.
- Cette information est à faire dès l'arrivée du salarié et à chaque fois que les conditions de circulation changent (le cas échéant)
- Le salarié doit bénéficier également d'une formation ayant pour objet :
 - De lui enseigner les comportements et les gestes les plus sûrs
 - De lui expliquer les modes opératoires retenus
 - De lui montrer les dispositifs de protection et de secours
- Dispensée sur les lieux de travail cette formation doit revêtir un caractère pratique et adapté aux risques du chantier

d. Conditions d'accès au site pour les livreurs

- Les fournisseurs sont placés sous la responsabilité de l'entreprise pour laquelle ils interviennent.
- Les entreprises communiqueront avec la commande, les règles de circulation et les consignes à respecter.

e. Conditions d'accès des visiteurs

- Aucun visiteur n'est autorisé à intervenir dans l'enceinte du chantier.

f. Intervention des sous-traitants

- Tout intervenant, sous-traitant ou travailleur indépendant, sera informé et soumis aux obligations du PGCSPS et du plan de prévention.
- Chacun de ces intervenants devra prendre contact avec le coordonnateur afin de faire une visite de chantier préalable (contact 10 jours avant l'intervention minimum.)

9 CONTROLE NOMINATIF

Descriptif
<p>a. <u>Dispositions Générales</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Ces dispositions permettront de limiter et de repérer les personnes étrangères au chantier. Des contrôles seront effectués ponctuellement par le Coordonnateur SPS et le Maître d'œuvre. Une liste nominative des personnels participant au chantier sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le maître d'œuvre. Cette liste doit comporter pour chaque personnel les références de la carte d'identité pour les ressortissants de l'Union européenne ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article D1221-24 du Code du travail, le maître d'œuvre exigera à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du chantier. Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre. Le titulaire d'un marché s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

10 CIRCULATION CAMP DE BRIENNE-LE-CHATEAU

Descriptif	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> L'entreprises devra respecter le code de la route et les consignes intérieures du camp de Brienne <ul style="list-style-type: none"> ➤ Pour ce faire, un plan de prévention sera réalisé avec le chargé de prévention en charge des intervenants extérieurs (EU/EE) Le stationnement des véhicules se fera sur le parking situé devant la base-vie (voir ESP) La circulation, le stationnement se feront dans le respect des règles du code de la route. La circulation sur le chantier et aux abords du chantier devra se faire en sécurité. A cet effet, chaque intervenant devra respecter les mesures d'organisation générale du chantier définies par le Maître d'œuvre. Le plan de circulation devra être adapté en tenant compte de la circulation et de l'environnement L'entreprise sera tenue de nettoyer les voies sous circulation traversant le chantier ou servant d'accès, en respectant les règles de sécurité. En cas de non-respect de cette disposition, elle sera rendue responsable lors d'un accident ayant pour origine la propreté de la chaussée. 	<p>Les manquements seront mentionnés dans le registre journal de la coordination.</p>


11 GUIDE DES MANŒUVRES

Descriptif

- L'entreprise est responsable de l'accueil de ses véhicules, engins et prestataires lorsqu'ils accèdent au chantier ou lorsqu'ils en repartent
 - Un Chef de Manœuvre doit être présent tout au long des manœuvres d'entrées ou sortie de site et lors des marches arrières

OPPBTP
La prévention BTP

Guider les manœuvres de camion



UNE BONNE COMPRÉHENSION DES GESTES DE MANŒUVRE EXIGE :

- LA FORMATION DE TOUTES LES PERSONNES CONCERNÉES
- UNE ATTENTION SOUTENUE
- UN ESPRIT D'ÉQUIPE
- DU PROFESSIONNALISME

Prise de commandement
Un bras le long du corps, l'autre levé verticalement, main ouverte.

STOP
Croiser et décroiser les bras.

Reculer →
Si le signaleur est devant le véhicule : geste de repousser.

Reculer ←
Si le signaleur est derrière le véhicule : faire venir à soi.

Modifier la direction
Indiquer d'un doigt tendu la direction à prendre, l'autre bras fait le geste de marche arrière.

Indiquer une distance derrière le véhicule
Bras levés en équerre, paumes des mains face à face, indiquer un écartement avec rapprochement des bras.

Lever la benne
Un bras levé en équerre, indiquer le haut avec le pouce.

Baisser la benne
Un bras levé en équerre, indiquer le bas avec le pouce.

Arrêter la benne
Bras croisés et décroisés à l'horizontale.

Fin de prise de commandement
Bras écartés et immobiles, paumes des mains face au conducteur.

TERMINER TOUTE MANŒUVRE PAR LE GESTE DE FIN DE PRISE DE COMMANDEMENT

De nombreux accidents surviennent sur les chantiers lors des manœuvres, notamment lorsqu'un camion recule.

Principales causes des accidents

- l'absence d'aide extérieure et la présence de personnes à pied
- un rétroviseur intérieur inopérant ou inadapté
- un rétroviseur extérieur sale
- les angles morts devant, derrière et sur les côtés des camions

angles morts

OUI NON

Comment éviter les accidents

- des chantiers encombrés
- l'inattention du conducteur (téléphone...)
- le non-respect des règles de sécurité : par ex. des piétons évoluant dans la zone de manœuvre.

Agir sur les moyens techniques

- rétroviseurs extérieurs (obligatoires) propres et adaptés
- rétroviseurs intérieurs (si possible)
- système d'aide au recul (caméra ou radar de recul).

À chacun son rôle

Le responsable de chantier :

- évalue s'il y a besoin d'un signaleur pour guider les manœuvres
- désigne un signaleur formé aux gestes de guidage, si lui-même ne peut remplir cette fonction, et lui donne les instructions liées à la circulation sur le chantier
- demande au signaleur de porter un **gilet de classe II** de couleur différente
- réduit les distances en marche arrière
- définit des zones permettant d'exécuter des manœuvres en sécurité
- organise son chantier.

Le signaleur :

- se fait connaître du conducteur de camion
- interdit la présence de piétons dans l'aire d'évolution des camions
- se place et reste toujours dans le champ de vision du conducteur durant la manœuvre
- respecte les signes conventionnels
- en cas d'urgence, fait immédiatement arrêter le véhicule par le signe « STOP ».

Le conducteur :

- s'assure de la propreté des vitres et des rétroviseurs de son véhicule, et de la bonne visibilité
- s'assure du bon fonctionnement des dispositifs de détection et d'alerte de son véhicule
- suit les indications du signaleur
- s'arrête si le signaleur disparaît de son champ visuel.

Position du signaleur par rapport au véhicule à guider

- Le signaleur doit toujours être vu par le conducteur.
- Le signaleur ne doit jamais être sur la trajectoire d'un camion qui recule.


OUI

Le signaleur voit derrière le véhicule, et il est vu directement par le conducteur.

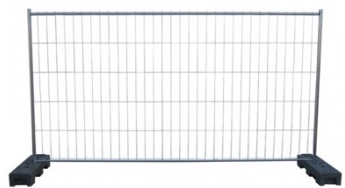

NON

Le signaleur voit derrière le véhicule, mais n'est pas vu par le conducteur.


Réf. : D6 H 01 18
ISBN : 978-2-7354-0484-1
Édition : juillet 2018
www.preventionbtp.fr
Illustrations : G. Liguem
Réalisation : TOPO-MUCH 33 43 92 17 80



12 CLÔTURE CHANTIER & SIGNALISATION EXTERIEURE

Descriptif	Objectifs et observations
<p><u>INSTALLATION DE LA CLOTURE AVANT TOUTE AUTRE INTERVENTION SUR LE CHANTIER</u></p> <p><u>Zone Vie « Lot 01 »</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les clôtures seront de type HÉRAS M300 de deux mètres de haut. • Celles-ci seront d'aspect neuf, et solidement fixé entre elles (Crochet et menottes/colliers) et sur plots béton (ou équivalent) • La position sera arrêtée en accord avec la Maîtrise d'œuvre, le Maître d'Ouvrage et le coordonnateur S.P.S. • Mise en place d'un portail d'accès double vantaux (possibilité d'utiliser des panneaux grillagés sous réserve de mise en place de moyens adaptés à cet effet (roulettes) • Fermeture du portail d'accès en permanence (Mise en place d'une chaîne et cadenas à code de préférence) • Fermeture en dehors des horaires de travail. 	 <p>(Ou équivalent)</p> 

13 LOCAUX AFFECTES AUX PERSONNELS – Lot 01

Descriptif	Objectifs et observations
<p><u>- Zone Vestiaire comprenant :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Casiers 2 compartiments surélevé : <ul style="list-style-type: none"> 1 par salarié. Tables et chaises en nombre suffisant <p><u>- Zone réfectoire comprenant :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Appareil de cuisson et réchauffe des aliments. Réfrigérateur de capacité suffisante Tables et chaises en nombre suffisant <p><u>- Zone sanitaire comprenant :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Lavabo = 1 pour 15 salariés WC = 1 pour 10 salariés Urinoir = 1 pour 20 salariés <p>(Si l'effectif du chantier comporte des femmes, prévoir des installations distinctes)</p> <ul style="list-style-type: none"> Prévoir la mise en place d'un sanitaire autonome (chimique) sur chaque zone en dehors du périmètre rapproché du captage des eaux <p><u>- Bureau de chantier :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Tables et chaises (10) <p>Le nettoyage des installations sera réalisé par une entreprise extérieure à la charge du titulaire</p>	<p>En cas de non-réalisation du nettoyage, les manquements seront portés au registre journal de la coordination</p> <p>Améliorer les conditions de vie des salariés du chantier.</p> <p>Tenir compte de la réalisation de travaux en période hivernale</p> <p>Aide aux installations de chantier : Note technique CRAMIF N°27</p>  <p>Cette zone est implantée hors zone à dépolluer, à minima en Z4 du chef de famille le plus dimensionnant et en dehors du périmètre de sécurité le plus important</p>



13.1 Consignes particulières liées aux installations de chantier « COVID-19 » - OPPBTP

Descriptif
<p><u>Fournitures générales nécessaires au respect des consignes sanitaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Désinfectant type Javel diluée, alcool à 70°, Anios Oxy'floor ou Phagosurf ND. ➤ Lingettes désinfectantes type WIP'Anios (poignées, clavier d'ordinateurs, siège de toilettes, véhicules, engins, outillage...). ➤ Savon liquide. ➤ Essuie-mains jetables. ➤ Poubelles à pédale et couvercle pour jeter les consommables d'hygiène après usage. ➤ Sacs à déchets. ➤ Gants usuels de travail. ➤ Gants jetables pour manipuler les poubelles et pour le nettoyage/désinfection. ➤ En cas d'absence de point d'eau sur le lieu de travail, bidons d'eau clairement marqués « eau de lavage mains ». ➤ Gel ou solution hydroalcoolique (en complément, si disponible). ➤ Masques de protection respiratoire de type masque chirurgical ou de protection supérieure (en complément et pour activités spécifiques)*. <p>*Se référer à la fiche-conseils « Port du masque » en annexes.</p> <p><u>Mesures d'utilisations des installations</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Assurer un affichage fort et visible des consignes sanitaires. ➤ Respecter, en toutes circonstances, une distance d'au moins un mètre entre les personnes, notamment : <ul style="list-style-type: none"> - En divisant par deux la capacité nominale d'accueil simultané pour toutes les installations (hors bureaux), - Éventuellement, en organisant les ordres de passage, - Éventuellement, en décalant les prises de poste, - Éventuellement, en mettant en place des marqueurs pour faire respecter une distance d'au moins un mètre : bande adhésive au sol, barriérage (par exemple avec utilisation des tables et des chaises), organisation des circulations intérieures... - En limitant l'accès aux espaces et salles de réunion. - Procéder à un nettoyage régulier, si possible 2 fois par jour, et au minimum une fois par jour, des surfaces de contact les plus usuelles au moyen de produit désinfectant ménager courant (poignées de portes, tables, comptoirs, postes de travail, claviers...)




14 PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

Descriptif
<ul style="list-style-type: none"> Le titulaire du lot 01 établira un plan d'installation de chantier Dès sa réalisation et avant toute intervention, ce plan devra être transmis au Maître d'Ouvrage et au Coordonnateur SPS, pour avis Sur ces plans devront figurer : <ul style="list-style-type: none"> - L'emplacement des installations de chantier. - L'emplacement de la zone de stockage. - L'implantation des points provisoires d'eau et d'électricité. - Le tracé de la clôture de chantier et l'implantation de la zone d'accès. - La signalisation routière extérieure

15 STOCKAGE DES MATÉRIAUX

Descriptif	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> L'entreprise installera son aire de stockage selon le principe prévu sur le plan d'installation de chantier L'entreprise devra tenir compte des consignes données par le Coordonnateur SPS lors de l'inspection commune. Les dispositions alors arrêtées seront respectées pendant toute la durée du chantier. Le stockage et l'approvisionnement dans les espaces de travail seront limités aux utilisations journalières. 	Éviter les stockages et l'exploitation anarchique du site.

16 NETTOYAGE DU CHANTIER


Descriptif	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> Les installations et les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant L'évacuation des gravois devra être réalisée à l'avancement vers les zones de déchets matérialisées sur le PIC à la charge du Lot 01 Les véhicules devront laisser les voies extérieures des emprises dans un parfait état de propreté. Aucun engin ou véhicule ne doit quitter le chantier pour circuler sur les voies intérieures de la caserne tant que son état de propreté comporte un risque de souillure des chaussées. L'entrepreneur fera contrôler la propreté des véhicules avant leur départ du chantier Toute anomalie sera signalée à l'entreprise concernée qui devra prendre les dispositions nécessaires pour pallier les dysfonctionnements. 	

17 ENGINES DE CHANTIER, ET OUTILLAGES DIVERS



Descriptif	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> Les outils, machines, engins de chantier, appareil de levage et équipements de travail utilisés sur le chantier par les entreprises doivent être conformes à la réglementation du travail en vigueur et doivent avoir fait l'objet de la maintenance, des vérifications et examens périodiques réglementaires <p><u>Réglementation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage est réservée aux travailleurs ayant reçu une formation adéquate. Cette formation est complétée et réactualisée chaque fois que nécessaire 	<p>CACES 4 Engins de chantier ED 96 (INRS) Recommandation R372 Article R. 4323-55 du code du travail.</p>

18 BRANCHEMENT PROVISOIRE

18.1 ÉLECTRICITÉ DE CHANTIER

Descriptif	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> Branchement électrique provisoire de chantier : L'Entrepreneur prévoira dans son offre, tous les frais liés aux demandes de branchement provisoire de chantier. 2 pour la durée du chantier avec raccordement de la base-vie <p><u>Éclairage</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Circulations 40 Lux - protection IP 452 Stockage 60 Lux - Cas courant IP 45 Poste de travail 120 lux - protection IP 45 Coffrets de prises avec protection 30mA et arrêt coup-de-poing. (Tenir compte de la longueur de câble < 25m entre tableaux) Les différentes liaisons électriques seront réalisées par câbles 1000 volts souples. Seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur de ces coffrets <p><u>Vérification des installations :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Le raccordement des installations de chantier devra être réalisé par du personnel habilité NFC 18-510 Une vérification des installations par un organisme extérieur est obligatoire dès la mise en place initiale et à chaque modification importante 	 <p>(Ou équivalent)</p> <p><u>Consulter :</u></p> <p>(Armoires et coffrets) Fiche prévention G4 F 01 12 OPPBTP</p> <p>(Éclairage) Fiche prévention G1 F 02 12 OPPBTP</p>

a. UTILISATION DE GROUPE ELECTROGENE

Descriptif	Objectifs et observations
<p>Les groupes électrogènes, entrainés par des moteurs thermiques, présentent tous les risques liés à ces moteurs et au carburant utilisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Brulure ➤ Incendie ➤ Risque mécanique ➤ Pollution sonore <ul style="list-style-type: none"> • Utiliser de préférence des groupes électrogènes de classe II, en cas d'utilisation de groupe électrogène de classe I, raccordement obligatoire à la terre. • Les installations doivent obligatoirement être protégée par un dispositif différentiel 30mA installé soit d'origine sur le groupe ou par le biais d'un coffret 	<p>Utilisation de matériels et outillage thermique Mise à la terre du GE</p>  <p>(Ou équivalent)</p>  <p>Classe II</p> <p>IP 24 Indice de protection élevé</p>


18.2 BRANCHEMENT D'EAU

Descriptif
<ul style="list-style-type: none"> • L'entreprise aura à sa charge la demande de branchement auprès du MOE • Prévoir la mise à disposition d'un point de puisage extérieur isolé pour la durée du chantier.

19 TRAVAUX LIES AUX DEVOIEMENTS DE RESEAUX ET RACCORDEMENTS SUR RESEAUX EXISTANTS

Descriptif
<ul style="list-style-type: none"> • Pour les réseaux enterrés déjà en place, l'entreprise devra se renseigner auprès du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Œuvre ou de l'exploitant (citerne gaz, etc.) afin d'obtenir le maximum de renseignements sur la nature et l'implantation des réseaux et ouvrages existants • Depuis le 1er janvier 2019 l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR) est rendue obligatoire pour les salariés intervenant dans la conception et l'exécution de travaux à proximité des réseaux. Le présent marché est donc concerné par cette réglementation • L'entreprise devra donc justifier de l'attestation de compétence d'AIPR pour les salariés qui interviendront sur le projet

20 MANUTENTION ET DÉCHARGEMENT

Descriptif	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> Les entreprises doivent prévoir dans leurs P.P.S.P.S. des modes opératoires réduisant les manutentions manuelles. <u>La manutention s'effectuera avec les protections individuelles :</u> <ul style="list-style-type: none"> Gants de protection, Vêtements de travail, Casque, Chaussures de sécurité. Un passage sur la voie de circulation devra être laissé pendant les opérations de déchargement. L'utilisation du matériel de levage et manutention par d'autres intervenants sera acceptée par l'entreprise à qui appartient le matériel sous réserve que ce dernier soit conforme aux normes de sécurité. Le matériel doit toujours être conduit par le personnel qualifié de l'entreprise auquel il appartient. L'arrimage doit être exécuté par un ouvrier de l'entreprise à qui appartient le matériel, sous réserve que le corps d'état utilisateur ait fourni le matériel de manutention conforme et adapté. Le guidage est effectué par un ouvrier de l'entreprise à qui appartient le matériel Les frais de matériel et de personnel sont à la charge de l'entreprise utilisatrice. L'entreprise à qui appartient le matériel de manutention assurera l'affichage systématique des charges admissibles. Les engins devront posséder dans leur cabine le certificat de contrôle technique à jour attestant le respect de la réglementation en vigueur. L'entreprise devra s'assurer avant intervention sur le site que le personnel est habilité à la conduite (CACES) et que l'engin est à jour de la visite de contrôle. En cas de non-conformité l'intervention aura refusé avec les conséquences financières à la charge de l'entreprise. Si pour une tâche déterminée ou pour des raisons techniques une entreprise est amenée à déposer un élément de protection, elle doit assurer immédiatement la continuité de la sécurité par un autre moyen défini dans son P.P.S.P.S. Elle rétablira les protections initiales le plus rapidement possible 	<p>Adapter le travail à l'homme</p>  <p>Limitier le recours aux manutentions manuelles</p>

21 CONSIGNES NON EXHAUSTIVES DE SECURITE

Descriptif	Objectifs et Observations
<ul style="list-style-type: none"> • Les entreprises devront utiliser des procédés intégrant la sécurité ou permettant de l'intégrer • Les protections collectives seront effectuées dès création du risque • Toutes les zones à risques devront être balisées à l'aide de grillage PVC orange ou équivalent (rubalise interdite) • Les outils machines, engins de chantier, appareils de levage et équipements de travail utilisés sur le chantier par les entreprises doivent être conformes à la réglementation du travail en vigueur. Ils doivent être employés dans leur domaine de fonctionnement normal (cf. notice constructeur) et font l'objet de la maintenance des vérifications et examens périodiques réglementaires (cf. art R 4721-11 du code du travail et arrêté du 5 mars et du 9 juin 1993). • Les traversées de tranchées devront être effectuées par des passerelles équipées de gardes corps. (Voir ci-contre) • Toutes les zones à risques devront être balisées et les fouilles en fonctions de leurs profondeurs devront être blindés • Tout acier (fer/fiches) devra être protégés sur leurs extrémités • D'autre part, les engins circulants ou manœuvrant en marche arrière tels que les compacteurs et niveleuses doivent être équipés des dispositifs de sécurité, selon le cas précisé par la recommandation CNAM R 354 (panier de recueil éventuellement avertisseur sonore de recul). <p>Les pelles hydrauliques de terrassement utilisées doivent être équipées des dispositifs de sécurité conformément aux recommandations de la CNAM R 293.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aucun travail, aucune intervention ne doivent être effectués sur des canalisations, des appareils de commande et des transformateurs HT-EP/BT maintenus sous tension • Utilisation de PEMP > CACES obligatoire 	  <p>Le CACES® Certificat d'aptitude à la conduite en sécurité</p> 

22 AIPR (Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux)

Descriptif

Obligation depuis le 1^{er} Janvier 2018

- Réforme Anti-endommagement :

- Article R. 554-31 du code de l'environnement
- Articles 20 à 22 et article 25 de l'arrêté du 15 février 2012 modifié

3 profils de compétence

Concepteur :

- Salarié du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre devant intervenir en préparation ou suivi des projets de travaux chargés notamment d'effectuer les déclarations de projet de travaux (DT), d'analyser leurs réponses, de procéder ou faire procéder à des investigations complémentaires sur les réseaux situés au droit des travaux, d'annexer au dossier de consultation des entreprises puis au marché de travaux les informations utiles sur les réseaux, de procéder ou faire procéder au marquage piquetage des réseaux enterrés et d'assurer le suivi ou le contrôle de l'exécution des travaux

« L'obligation s'applique à au moins une personne chargée par le responsable de projet de ces missions ou de leur coordination, et lorsque pour les travaux prévus sont appelés à intervenir plusieurs entreprises, entreprises sous-traitantes incluses, ou plusieurs travailleurs indépendants

* extraits de l'arrêté du 22 décembre 2015

Encadrant :


- Agent chargé d'encadrer des équipes de travaux, intervenant en préparation administrative et technique (chef de chantier, encadrant d'équipe). Pour tout chantier de travaux, au moins un agent doit être identifiable comme titulaire d'une AIPR « encadrant ».

Opérateur :

- Salarié intervenant directement dans les travaux à proximité des réseaux aériens ou enterrés, soit en tant qu'opérateur d'engin (voir liste à l'annexe 4 de l'arrêté du 15 février 2012), soit dans le cadre de travaux urgents. Sur tout chantier de travaux, l'ensemble des opérateurs d'engins doivent être titulaires d'une AIPR. Sur tout chantier de travaux urgents, l'ensemble des personnels intervenant en terrassement ou en approche des réseaux aériens doivent être titulaires de l'AIPR

L'entrepreneur devra obligatoirement avoir sur le chantier 1 Encadrant minimum présent tout au long de l'opération

23 PROTECTION INCENDIE

Descriptif	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> L'entrepreneur assurera, sur l'ensemble des postes de travail présentant des risques d'incendie, la fourniture à son personnel de moyens de protection adaptés aux risques créés. Ces zones de travail à risques devront être signalées Les travaux par point chaud à l'intérieur des ouvrages et bâtiments existants feront systématiquement l'objet de permis feu. (Désignation de la personne physique par le MOE) Ces permis seront renouvelés autant de fois que nécessaire. Chaque entreprise mettra en place les extincteurs, également en nombre et caractéristiques appropriées, dans ses bureaux de chantier, dans ses bungalows et à proximité de ses postes de travail à risques (travail par point chaud). Ce permis feu prévoira une interruption d'intervention par point chaud au minimum ½ heure avant le départ des salariés, et une visite par la personne de l'entreprise responsable de la sécurité qui devra s'assurer de l'absence de fumée ou d'odeur une ½ heure après l'arrêt des interventions par point chaud. 	<p>Éliminer le risque incendie pendant et après les heures travaillées.</p> <p>Il est rappelé que les feux ouverts, de quelque nature et objet que ce soit, sont interdits sur le chantier.</p>  <p><u>Exemplaire du permis feu en annexe au présent PGCSPS</u></p>

24 BRUITS ET NUISANCES

Descriptif	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> L'entreprise utilisera du matériel dont le niveau sonore est conforme à la réglementation en vigueur. Notamment le décret n°95-408 du 18 avril 1995 (émergence supérieure ou égale à 5 décibels (dba) de 7 h à 22 h). 	<p>Tenir compte de l'activité des éventuels riverains et protéger les personnes à proximité.</p>

25 HABILITATIONS ELECTRIQUES

Descriptif					Objectifs et observations				
<ul style="list-style-type: none">Habilitation du personnel (l'UTE C18-510 édition 1994 et le décret 88-1056 du 14 novembre 1988) mise à jour 1994)									
Les habilitations sont symbolisées par une lettre et un chiffre.									
Domaines de tension									
<ul style="list-style-type: none">B : Ouvrages du domaine BT ou TBT.H : Ouvrages du domaine HT.									
Nature des opérations autorisées									
<ul style="list-style-type: none">R : Dépannages, raccordements, essais, mesurages, vérificationsC : ConsignationsT : Travail sous tensionN : Travaux de nettoyage sous tensionV : Travaux au voisinage de pièces nues sous tension non protégéesX : spéciale									
Indice numérique									
<ul style="list-style-type: none">O : Personnel réalisant exclusivement des travaux d'ordre non électrique1 : Exécutant de travaux d'ordre électrique2 : Chargé de travaux d'ordre électrique, quel que soit le nombre d'exécutants placés sous ses ordres.									
	Domaine de tension	Opérations d'ordre non électrique	Travaux d'ordre électrique		Autres opérations				
			Exécutant	Chargé de	Chargé de consignation	Chargé d'intervention	Spécifiques	Photovoltaïques	Spéciales
Hors tension	BT	B0 (1)	B1	B2	BC	BR BS (3)	BE (5)		B1X B2X
	HT	H0 (1)	H1	H2	HC		HE (5)		H1X H2X
Voisinage simple	BT	B0 (2)	B1	B2	BC	BR BS (3)	BE (5)	BP BR Photovoltaïque	B1X B2X
	HT	H0 (2)	H1	H2	HC		HE (5)		H1X H2X
Voisinage renforcé	BT		B1V	B2V	BC	BR (4)	BE (5) B2V Essai	BP BR Photovoltaïque	B1X B2X
	HT	H0V (2)	H1V	H2V	HC		HE (5)		H1X H2X
Sous tension	BT		B1T, B1N	B2T, B2N					
	HT		H1T, H1N	H2T, H2N					

(1) Uniquement pour le chargé de chantier réalisant des opérations concourant à l'exploitation et à la maintenance de l'installation, ou de l'ouvrage électrique.


(2) Uniquement pour les opérations concourant à l'exploitation et à la maintenance de l'installation ou de l'ouvrage électrique. Les autres opérations d'ordre non électrique sont interdites

(3) Le BS ne peut intervenir qu'en absence de voisinage et hors tension.

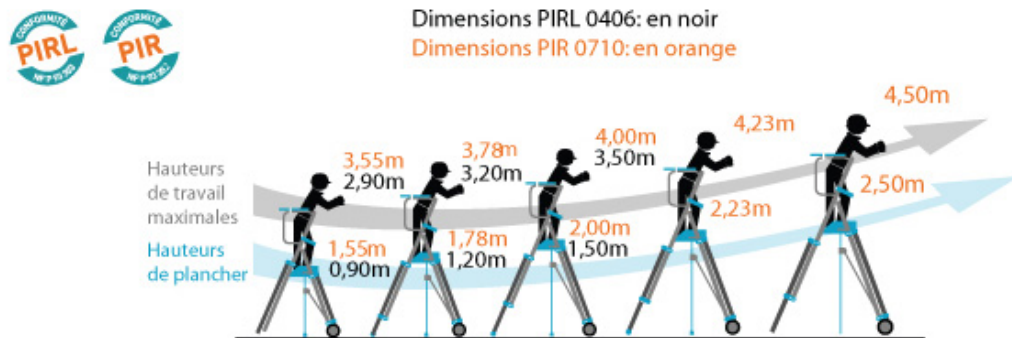
(4) En présence de tension pour certaines opérations de connexions et déconnexions

(5) Les BE et HE doivent être complétés par un attribut « Essai » ou « Vérification » ou « Mesurage » ou « Manœuvres ».

26 TRAVAUX EN HAUTEUR

Descriptif	
<ul style="list-style-type: none"> Chaque entreprise précisera dans son P.P.S.P.S. le type de matériel qu'elle compte mettre en œuvre ainsi que le principe d'installation et l'organisation des rotations de matériel. Les travaux en hauteur seront exécutés conformément au décret 2004-924 du 1er septembre 2004. Le prêt de matériel d'échafaudage ou de PEMP (mise en commun des moyens) entre entreprises est soumis à l'avis préalable du Coordonnateur SPS, un PV de conformité de l'échafaudage devra être fourni. L'utilisation de protections individuelles sera tolérée pour la mise en place de protections collectives. Pour les autres interventions, les protections collectives sont obligatoires (voir paragraphe protections collectives.) En cas d'impossibilité technique, si l'entreprise déclare devoir utiliser un équipement cité ci-dessus, celle-ci devra en faire une demande écrite expliquant clairement L'ensemble des entreprises devra mettre du matériel conforme à disposition de leur personnel, y compris pour les travaux à faible hauteur Lorsqu'une entreprise met à disposition le moyen mis en œuvre, les entreprises utilisatrices de celui-ci doivent contracter une convention avec l'entreprise à qui il appartient. 	

26.1 PIR/PIRL

Descriptif
<ul style="list-style-type: none"> Les entrepreneurs devront mettre à disposition de leur personnel des échafaudages, PIR/PIRL réglementaire. Les échelles, escabeaux et autre marche pied ne pourront être utilisées comme poste de travail. (Art R4323-63 du Code du travail) <div data-bbox="300 1691 1316 2027">  <p>Dimensions PIRL 0406: en noir Dimensions PIR 0710: en orange</p> <p>Hauteurs de travail maximales Hauteurs de plancher</p> </div>

27 PRESENCE D'AMIANTE


Descriptif	Objectifs et Observations
<ul style="list-style-type: none"> L'entreprise devra transmettre son PPSPS et son Plan de Retrait (2 documents différents) Détailler mode opératoire pour approvisionner sur le lieu de pose et évacuer depuis ce même lieu. Préciser le type de matériel utilisé pour protéger le personnel contre le risque amiante. L'entreprise devra indiquer avec précision la méthode prévue pour réaliser le retrait des matériaux (MCA et HAP) L'employeur doit estimer le niveau d'empoussièrement de chacun des processus de travail qu'il aura déclaré dans son document unique. Ce dernier sera mis à jour à chaque modification de processus entraînant un changement d'empoussièrement ou lors de l'introduction de nouveaux processus. <p>Les processus devront être classés selon 3 niveaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> Premier niveau : empoussièrement < VLEP ; Deuxième niveau : $VLEP \leq \text{empoussièrement} < 60 \text{ VLEP}$; Troisième niveau : $60 \text{ VLEP} \leq \text{empoussièrement} < 250 \text{ VLEP}$ <p><u>La VLEP étant fixée à 10 fibres par litre sur une moyenne de 8 heures de travail.</u></p> <p>Stratégie d'échantillonnage et empoussièrements :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les empoussièrements doivent être mesurés par microscopie électronique à transmission analytique (META). La stratégie d'échantillonnage, les prélèvements et les analyses doivent être réalisés par un organisme accrédité <p>Vacation :</p> <ul style="list-style-type: none"> La durée maximale de vacation d'un travailleur exposé ne doit pas excéder 2h30, le cumul quotidien ne devant pas dépasser 6h. Rappel des dispositions applicables aux agents chimiques (CMR) : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Articles R4412-59 à 93 du Code du Travail 	<p>L'entreprise doit consulter le diagnostic amiante auprès du Maître d'ouvrage.</p>  <p><u>PPSPS :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Décret 94-1159 du 26 décembre 94 <p><u>Plan de retrait :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Art. 23 du décret 96-98 <p>Seules les personnes formées et disposant d'un avis de non-contre-indication médicale sont habilitées à intervenir.</p> <p>Elles doivent impérativement avoir suivi une formation à la sécurité et une formation au travail lié à l'amiante, conformément à la réglementation en vigueur. Le PDRA doit être transmis au CGA, La CARSAT, la Médecine du travail de l'entreprise et le cas échéant à l'OPPBTP</p> <p>Communiquer le plan de retrait une fois par trimestre au médecin du travail, CHSCT ou, à défaut aux délégués du personnel</p> <p><u>Voir pages 4 et 5, rappel des textes et procédures</u></p>



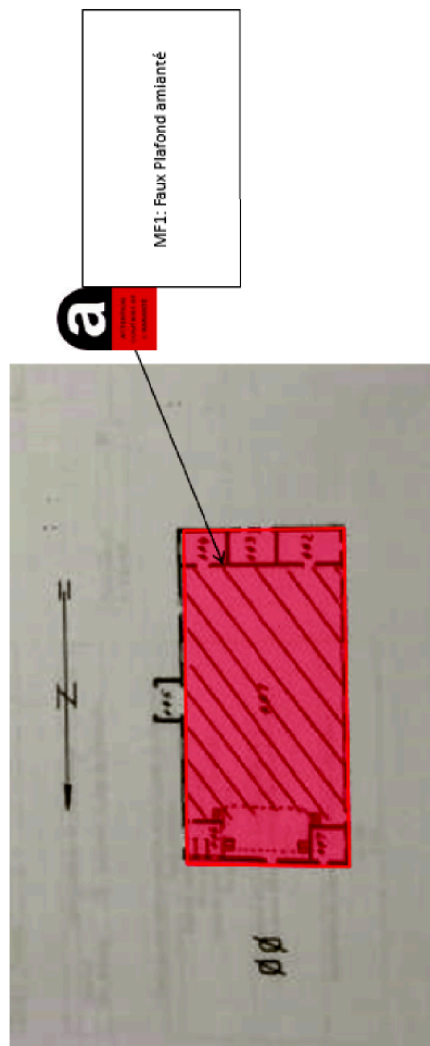
PLANCHE DE REPERAGE TECHNIQUE				LEGENDE		SITUATION DU BIEN OBJET DU REPERAGE
ADRESSE	Etablissement principal des munitions route Juzanvigny 10500 BRIENNE LE CHATEAU			<p>Matériaux et produits contenant de l'amiante :</p> <p>MF1: Faux Plafond amianté</p> 		
	Date visite	10/09/2018				
	Auteur	M.FOURNIER				
	N° dossier	7126853				
RDC	Plancher	1				
						


Planche de repérage (la planche de repérage est indissociable du rapport)	
Site : EPMU - 0011 SALLE REUNION BEAUCOUR ET	Localisation : Bâtiment / RDC salle des fêtes
Réalisé par : Morgane FOURNIER	N° de planche : 1 / 2

Fiche récapitulative rev n° 1 du DTA :
351480481.1 rev1.DTA
DATE : 31/10/2018

PAGE 26/27

Rapport AM-DTA
BRIENNE LE CHATEAU 10500


28 SANCTION POUR NON-RESPECT DES RÈGLES DE SÉCURITÉ & PROTECTION DE LA SANTE & NON REMISE DE DOCUMENT

Descriptif	Objectifs et Observations
<ul style="list-style-type: none"> Les employés des entreprises qui ne respecteraient pas les prescriptions du présent P.G.C.S.P.S.S, du P.P.S.P.S ou qui ne tiendraient pas compte des Objectifs et Observations du Coordonnateur SPS pourraient se voir exclus du chantier sur décision du Maître d'Ouvrage. Toutes les conséquences sur les délais seraient à la charge de l'entreprise dont le personnel n'avait pas respecté les consignes de sécurité. 	

29 PLANNING TRAVAUX

Descriptif
<ul style="list-style-type: none"> Avant le début des travaux, l'entreprise remettra un planning d'intervention Le planning sera mis à jour si besoin au fur et à mesure de l'avancement de l'opération

30 INSPECTION COMMUNE

Descriptif	Objectifs et Observations
<ul style="list-style-type: none"> Chaque entreprise participera à une inspection commune avec le Coordonnateur sécurité pour mettre au point le phasage des travaux et fixer les règles pour la mise en commun et l'utilisation des matériels de manutention, d'échafaudage, et des protections collectives avant la remise de leur PPSPS. Prévenir le Coordonnateur SPS au minimum 10jours avant la demande de visite avec une entreprise Le Coordonnateur ne réalisera aucune inspection commune avec un sous-traitant éventuel sans que celui-ci ait été informé par le MOA que ce dernier a bien été déclaré (copie d'acte d'agrément) 	

31 INTEMPÉRIES

Descriptif	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> L'entreprise veillera à ne pas exposer ses salariés aux risques découlant des conditions climatiques (neige, verglas, vent violent, orage) 	Éliminer les risques.

32 P.P.S.P.S.

Descriptif	Objectifs et observations
<ul style="list-style-type: none"> Le P.P.S.P.S doit être rédigé par le personnel d'encadrement de chantier et il est spécifique à chaque chantier. L'intervention sur le chantier n'est autorisée que dans le délai de 10 jours après transmission du P.P.S.P.S au Coordonnateur SPS. Dans le P.P.S.P.S, les entreprises présenteront l'analyse des risques de leur activité et présenteront leur(s) mode(s) opératoire(s) sous forme de schéma(s). Nous rappelons aux entreprises que le P.P.S.P.S doit être présent sur le chantier et qu'il doit être communiqué au personnel de chantier. Avant intervention sur le chantier et après que le P.P.S.P.S ait été accepté par le Coordonnateur SPS, l'entreprise organisera une réunion avec le personnel qui interviendra sur le chantier pour lire et commenter le P.P.S.P.S et le faire signer (le Coordonnateur SPS sera informé de cette réunion et pourra y participer.) 	<p>Respects des obligations réglementaires du chef d'entreprise en santé-sécurité et conditions de travail.</p>
<p>Mesures COVID-19</p> <ul style="list-style-type: none"> L'entreprise devra <ul style="list-style-type: none"> Prendre en compte le présent PGCSPS Définir dans leurs PPSPS les mesures de prévention de l'épidémie du virus COVID-19 Intégrer obligatoirement à la liste des EPI (masque, lunette de protection) et les adaptera en fonction de leurs tâches 	



FICHE D'ANALYSE & D'AIDE A L'ELABORATION DU PPSPS

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

En cours

Analyse.1

Observations CSPS :

1. L'ensemble des éléments ci-dessous doivent se trouver dans votre PPSPS

Renseignements généraux (0%) :

- ☐ Intitulé de l'opération (Page de garde)
- ☐ Désignation du lot / Description de l'intervention (Page de Garde)
- ☐ Coordonnées du MOA
- ☐ Coordonnées du MOE
- ☐ Coordonnées du CSPS
- ☐ Coordonnées de la DIRECCTE
- ☐ Coordonnées de la CRAMIF
- ☐ Coordonnées de l'OPPBTP
- ☐ Coordonnées du Médecin du travail
- ☐ Nom et adresse de l'entrepreneur
- ☐ Coordonnées des personnes chargées de diriger les travaux (Cdt Trx & Chef chantier/équipe)
- ☐ Effectif prévisible du chantier

PREMIERS SECOURS AUX ACCIDENTÉS

En cours

Analyse.2

Observations CSPS :

1. L'ensemble des éléments ci-dessous doivent se trouver dans votre PPSPS

(0%) :

- ☐ Affichage des numéros d'appels
- ☐ Présence de secouristes sur le chantier (Entreprise)
- ☐ Matériel médical présent sur le chantier
- ☐ Consignes à observer en matière de secours et d'évacuation
- ☐ Fiche complétée « En cas d'accident »
- ☐ Indication mesures de secours / COVID19
- ☐ Mesures prises pour un transport rapide d'un accidenté grave vers un centre hospitalier
- ☐ Indication sur le « Kit COVID »
- ☐ Désignation du référent COVID19

MESURES PRISES POUR ASSURER L'HYGIÈNE DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DES LOCAUX DU PERSONNEL. EMPLACEMENT DU LOCAL SUR LE CHANTIER ET DATE DE MISE EN SERVICE.

En cours

Analyse.3

Observations CSPS :

1. L'ensemble des éléments ci-dessous doivent se trouver dans votre PPSPS

Mesures prises pour assurer l'hygiène des conditions de travail et des locaux du personnel. (0%) :

- ☐ Vestiaires
- ☐ Sanitaires
- ☐ Lavabos
- ☐ Réfectoires

ADAPTATION AUX CONDITIONS SPÉCIFIQUES DE L'INTERVENTION SUR CHANTIER NOTAMMENT DUES AUX MESURES PRESCRITES PAR LE COORDONNATEUR, INSTALLATIONS OU MATÉRIELS MIS EN COMMUN.

En cours

Analyse.7






Observations CSPS :

1. L'ensemble des éléments ci-dessous doivent se trouver dans votre PPSPS
 - Harmonisation du PPSPS suivant les informations se trouvant dans la fiche de VIC

Analyse des risques (0%) :

- ☐ Installations des matériels prévus pour la réalisation de l'opération
- ☐ Analyse des risques liés aux circulations des engins/véhicules ou activité d'exploitation du site
- ☐ Analyse des risques liés aux chargements et déchargements des matériels et matériaux
- ☐ Analyse des risques liés aux cheminements et environnements de travail
- ☐ Analyse des risques liés à vos propres travaux
- ☐ Analyse détaillée des procédés de construction et d'exécution suivant modes opératoires établis
- ☐ Analyses et mesures prises pour prévenir les risques dits « exportés »
- ☐ Analyse et mesures prises pour prévenir les risques dits « importés »
- ☐ Mesures de protection collectives ou à défaut individuelles adaptées
- ☐ Prise en compte des mesures de coordination générale décidées par le coordonnateur

FICHE D'ANALYSE COMPLEMENTAIRE EN AIDE A L'HARMONISATION DU PPSPS – COVID19

Renseignements administratifs				Observation(s)
Indications		Oui	Non	
	Indication de l'indice			
	Nature des travaux à réaliser			
	Coordonnées des intervenants :			
	➤ MOA			
	➤ MOE			
	➤ CSPS			
	➤ DIRECCTE			
	Indication utilisation de la base-vie :			
	➤ Vestiaires			
	➤ Sanitaires			
	➤ Refectoire			
Organisation des secours				Observation(s)
Indications		Oui	Non	
 	Designation d'un référent COVID			
	Indication sur le rôle du référent			
	Information sur la mise à disposition :			
	➤ Gel			
	➤ Lingettes			
	➤ Masques			
	➤ Lunette			
	➤ Gants			
	Indication sur les protocoles sanitaires			
	Indications sur le suivi des salariés			
	Liste du personnel habilité SST			
	Organisation et consignes des 1 ^{er} secours			
	Moyen d'appel des secours			
Affichage des numeros d'appels				
Materiels de premiers secours				
Réduction des risques				Observation(s)
Indications		Oui	Non	
	Indication sur les conditions d'accès au site			
	Indication sur le materiel (En cas de prêt)			
	Indication sur l'utilisation des EPI			
	Prise en compte du risque COVID dans les modes opératoires			

